



**Doc. 14010 Add.**  
18 avril 2016

## Prévenir la radicalisation d'enfants et jeunes en s'attaquant à ses causes profondes

### Addendum au rapport<sup>1</sup>

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Rapporteure: Mme Sevinj FATALIYEVA, Azerbaïdjan, Groupe des conservateurs européens

### 1. Introduction

1. Il est apparu, lors de l'examen du projet de rapport susmentionné pour adoption par la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable, le 15 mars 2016, à Paris, qu'il était nécessaire d'y apporter certaines précisions de manière à ce que la commission puisse l'avaliser sans réserves. Les explications ci-dessous ont également pour but de motiver les amendements au projet de résolution que je soumettrai moi-même à la commission au tout début de la partie de session d'avril afin qu'ils puissent être présentés au nom de la commission.

### 2. La radicalisation, un phénomène qui se développe dans différents contextes

2. Je suis absolument convaincue que la radicalisation ne doit pas être associée à un pays, un groupe ou une religion en particulier. Des processus de radicalisation extrêmes, souvent basés sur des idéologies glorifiant la violence, ont été observés dans toute l'Europe ces dix dernières années, aussi bien dans le contexte de divers mouvements religieux sectaires que dans la sphère politique.

3. Depuis quelques années, certains pays européens voient resurgir des mouvements politiques d'extrême droite et extrémistes. Etroitement liée à ce phénomène, la xénophobie gagne du terrain en marge de la société dans de nombreux pays, en particulier dans des contextes marqués par la crise économique, un chômage élevé et la compétition pour le partage de maigres ressources publiques, ainsi que, tout récemment, en réaction à l'arrivée d'un grand nombre de migrants et de réfugiés. Ces tendances politiques peuvent être observées dans toute l'Europe, de la Norvège à la Grèce et de l'Allemagne à l'Ukraine. Si l'attentat perpétré par Anders Breivik en Norvège en 2011 est l'un des exemples les plus médiatisés, l'Allemagne surveille systématiquement plus de 20 000 extrémistes de droite, dont pratiquement 10 000 sont considérés comme potentiellement violents. En Grèce, l'extrémisme de droite a attiré des adeptes peu nombreux mais très motivés<sup>2</sup>.

### 3. Axe du rapport

4. Dès 2014, la commissaire européenne Cecilia Malmström estimait que ces tendances représentaient la menace la plus grave pour l'Union européenne<sup>3</sup>. Je suis convaincue qu'elles doivent aussi être traitées au niveau du Conseil de l'Europe. Cependant, dans mon rapport, j'ai opté pour une approche plus ciblée en

---

1. Addendum approuvé par la commission le 18 avril 2016.

2. «The 12 July agreement puts Greece on a slippery slope towards right-wing extremism» [La Grèce sur une pente glissante conduisant vers l'extrême droite après l'accord du 12 juillet], 14 juillet 2015: [www.euractiv.com/section/euro-finance/opinion/the-12-july-agreement-puts-greece-on-a-slippery-slope-towards-right-wing-extremism/](http://www.euractiv.com/section/euro-finance/opinion/the-12-july-agreement-puts-greece-on-a-slippery-slope-towards-right-wing-extremism/) (anglais uniquement).



prenant comme point de départ les tout derniers attentats perpétrés en Europe et dans des pays voisins par des organisations terroristes islamistes. Nous ne pouvons nier cette violence des terroristes islamistes, qui ne doivent pas être associés à l'Islam en tant que religion ni à la majorité de la communauté musulmane, désireuse de coexister pacifiquement avec les membres des autres communautés religieuses, au sein des sociétés où elle se trouve. Je souhaiterais aussi réitérer que la question de l'extrémisme politique de droite a déjà fait l'objet de la [Résolution 2011 \(2014\)](#) de l'Assemblée «Faire barrage aux manifestations de néonazisme et d'extrémisme de droite», et de la [Résolution 2069 \(2015\)](#) «Reconnaître et prévenir le néoracisme».

5. Comme certains de mes collègues l'ont dit à la réunion de Paris mentionnée plus haut, je suis aussi convaincue que les médias sociaux et les prisons sont des lieux essentiels d'apparition et de développement de la radicalisation et que les médias en général contribuent à la création de stéréotypes qui renforcent la suspicion et la haine entre les différentes communautés culturelles et religieuses. J'aborde ces problèmes cruciaux à la fois dans le projet de résolution et dans l'exposé des motifs. Toutefois, leur examen plus détaillé aurait outrepassé les limites de ce rapport, dont le but est d'examiner les causes profondes. Le rôle des médias ainsi qu'une action ciblée pour prévenir la radicalisation des jeunes en prison sont certainement des sujets qui méritent que l'Assemblée s'en saisisse dans ses futurs travaux.

#### 4. L'inclusion sociale, l'une des principales réponses

6. Je pense personnellement que l'exclusion sociale des enfants et des jeunes est la cause profonde majeure de leur frustration et de leur colère, ce qui les rend réceptifs aux idées radicales; l'exclusion sociale constitue donc le facteur central qui pousse les jeunes à se rallier à des mouvements radicaux de toutes sortes. Pour les mineurs, une idéologie radicale peut être l'occasion de se venger de ses propres souffrances et de porter la cause «glorieuse» du groupe qu'ils ont fait leur, ce qui leur procure une reconnaissance et un sentiment d'appartenance qu'ils ne reçoivent pas de la part des sociétés dans lesquelles ils vivent.

7. Bien sûr, les enfants et les jeunes ne seraient pas amenés à se radicaliser s'il n'y avait pas des facteurs d'attraction. Au-delà des causes profondes «maison» liées au rôle et à la position sociale des jeunes, nous devons aussi nous attaquer aux groupes extrémistes violents de toutes sortes, qu'ils soient de nature politique, idéologique ou religieuse. Je tiens à rappeler une fois de plus que certains de ces problèmes, à savoir les «facteurs d'attraction», ont déjà été traités par l'Assemblée dans sa toute récente [Recommandation 2084 \(2016\)](#) sur les combattants étrangers en Syrie et en Irak.

8. Pour ce qui est de «s'attaquer aux causes profondes», l'inclusion sociale des enfants et des jeunes d'origine ethnique étrangère, mais aussi de ceux appartenant à d'autres groupes sociaux défavorisés, constitue un élément crucial de prévention de leur radicalisation. Je pense que cela ressort déjà clairement de mon exposé, mais je cherche à renforcer cette idée dans le projet de résolution en proposant des amendements en ce sens. L'idée que l'inclusion sociale est la réponse clé face aux processus de radicalisation a déjà été soulignée lors de la toute récente conférence du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant, à laquelle j'ai participé au nom de l'Assemblée parlementaire en ma qualité de Rapporteuse générale sur les enfants<sup>4</sup>.

---

3. Vidhya Ramalingam, Institute for Strategic Dialogue: «The European far right is on the rise, again. Here's how to tackle it» [L'extrême droite européenne refait surface. Voilà comment lutter contre], *The Guardian*, 13 février 2014: [www.theguardian.com/commentisfree/2014/feb/13/european-far-right-on-the-rise-how-to-tackle](http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/feb/13/european-far-right-on-the-rise-how-to-tackle) (anglais uniquement).

4. Conférence à haut niveau «Atteindre les sommets pour les droits de l'enfant» pour le lancement de la nouvelle stratégie du Conseil de l'Europe relative aux droits de l'enfant, Sofia, 5-6 avril 2016: [www.coe.int/fr/web/children/sofia2016](http://www.coe.int/fr/web/children/sofia2016).